

Quid de la marine russe en Méditerranée ?

Igor Delanoë | 12 novembre 2025 | ARTICLES | 



L'effondrement du régime syrien de Bachar el-Assad en décembre 2024 a eu, entre autres conséquences, pour effet de remettre en question l'assise logistique de la marine russe en Méditerranée. La Russie dispose de deux bases en Syrie, l'une, navale, dénommée « Point d'appui matériel et technique n° 720 », située à Tartous, et l'autre, aérienne, à Hmeimim. Leur exploitation par la Russie est encadrée par un accord intergouvernemental signé par Moscou et Damas en janvier 2017, et entré en vigueur un an plus tard pour une durée de 49 ans.

L'arrivée des nouvelles autorités syriennes au pouvoir à Damas a remis en question l'application de cet accord russo-syrien, même si le document n'a pas été officiellement dénoncé. Outre l'incertitude qui plane sur le sort de ses bases syriennes, la marine russe ne peut plus accéder à ses bases en mer Noire en raison de la fermeture des Détroits, décidée par la Turquie le 28 février 2022, après le déclenchement de la guerre en Ukraine et en accord avec les dispositions de la convention de Montreux (1936). Ce texte définit les modalités de franchissement par les bâtiments civils et militaires des détroits du Bosphore et des Dardanelles, sur lesquels il confirme en outre la souveraineté de la Turquie. Enfin, les missions affectées aux navires russes en Méditerranée se sont élargies pour intégrer l'escorte de bâtiments civils – tankers de la « flotte fantôme », cargos – que les Russes souhaitent protéger contre d'éventuelles manœuvres d'intimidation que pourraient entreprendre des marines de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

L'objectif de cet article est d'analyser les défis qui se posent à la marine russe en Méditerranée depuis décembre 2024, à la suite de l'effondrement du régime de Bachar el-Assad. Car depuis la disparition de son allié à Damas, l'utilisation de la base de Tartous par la marine russe a été entravée par les nouvelles autorités syriennes. Dans un contexte de remise à plat de la relation bilatérale à laquelle se consacrent depuis plusieurs mois Russes et Syriens, cette situation est toutefois amenée à évoluer. En visite à Moscou où il a rencontré Vladimir Poutine le 15 octobre dernier, le président de transition syrien Ahmed al-Charaa a affirmé que la Syrie entendait respecter tous les accords précédemment signés entre Moscou et Damas et qu'il se déclarait en faveur d'un « reset » dans la relation syro-russe.

Si cette déclaration suggère que les bases russes en Syrie seront préservées, il convient cependant de revenir sur les défis auxquels la marine russe s'est retrouvée confrontée en Méditerranée au cours de l'année 2025. Ceux-ci sont en effet de nature à

influencer les choix que Moscou pourrait faire à l'avenir quant au dimensionnement et à l'assise logistique de son outil naval déployé dans le bassin méditerranéen. La formation d'une empreinte navale résiduelle, constatée depuis l'été 2025, constitue-t-elle un signe de faiblesse, un ajustement tactique ou bien un repositionnement stratégique durable du dispositif naval russe en Méditerranée ?

Tartous : une base en sursis

Formellement réinstitutionnalisé en 2013, le détachement naval opérationnel méditerranéen de la marine russe assure en réalité une présence permanente sur zone depuis la fin des années 2000, en s'appuyant sur sa base de Tartous. Sa voilure, variable en fonction du contexte géostratégique régional, oscille entre une demi-douzaine et une douzaine d'unités, tous types confondus (bâtiments de combat, navires auxiliaires, un à deux sous-marins à propulsion classique et, certainement, un sous-marin à propulsion nucléaire). Ces forces proviennent des différentes formations navales russes (les flottes du Nord, de la Baltique, de la mer Noire et du Pacifique), avec une ossature et une chaîne de commandement liées à la flotte de la mer Noire.

Depuis décembre 2024, une situation incertaine s'est installée autour des bases russes de Tartous et Hmeimim, qui abritent aujourd'hui un contingent russe mais dont le fonctionnement est largement entravé par les nouvelles autorités du pays. Rappelons que les installations dont dispose la Russie à Tartous sont relativement modestes : deux quais flottants, deux entrepôts pour des pièces de rechange et du matériel – construits après 2019, une fois l'accord russo-syrien entré en vigueur –, ainsi que quelques quais supplémentaires. Autrement dit, Tartous ne peut être comparée à Sébastopol, ou même à Novorossisk, au niveau de l'étendue ou des infrastructures navales.

Les premières difficultés pour ces bases surviennent tout juste 1 mois après l'effondrement du pouvoir de Bachar el-Assad, début décembre 2024. Dès janvier, alors que l'armée russe a entamé un processus d'évacuation de ses positions établies à l'intérieur du territoire syrien – principalement les postes d'observations disséminés le long de la ligne de contact entre les forces loyalistes et les djihadistes pro-turcs, avec quelques sites dans les territoires sous contrôle des Kurdes du Parti de l'union démocratique –, l'accès à ses bases de Tartous et Hmeimim lui est **refusé** par les nouvelles autorités. Moscou entend pourtant utiliser ses installations en vue de l'évacuation de ses troupes – quelques centaines d'hommes – et de son matériel hors de Syrie. Tandis que les bâtiments de guerre russes mouillent au large de la rade de Tartous – par mesure de prudence, mais aussi parce que l'accès au port leur est interdit –, l'alimentation en électricité des bases est coupée par intermittence.

Si les contacts entre les nouvelles autorités syriennes et les représentants russes s'amorcent dès décembre, les échanges demeurent sporadiques et sont surtout le fruit d'initiatives russes. La précarité de la situation des bases russes se confirme au printemps : Hmeimim est attaquée le 20 mai 2025 par un groupe non identifié, causant des pertes parmi les soldats russes (de deux à quatre tués selon les bilans), ainsi que parmi les assaillants. Par ailleurs, son approvisionnement est également **instrumentalisé** par les autorités. Autrement dit, l'immunité des installations militaires russes en Syrie n'est plus garantie.

Peut-on, pour autant, affirmer que les jeux sont faits pour Tartous et Hmeimim ? Pas vraiment, car à ce stade, les autorités syriennes n'ont pas formellement pris la décision de les fermer. L'accord sur l'exploitation du port commercial de Tartous, confié à une société russe, a, en revanche, été **dénoncé** par Damas dès le mois de janvier 2025. Cet accord avait été signé en 2019 avec la société russe Stroytransgaz, qui avait reçu la gestion du port de Tartous pour 49 ans avec la promesse d'y investir 500 millions de dollars et d'augmenter ses capacités de traitement du fret. Les nouvelles autorités syriennes ont dénoncé l'accord et en ont signé un nouveau avec l'opérateur émirien DP World, qui a annoncé un investissement de 800 millions de dollars. Menées du côté russe sous la houlette de Sergueï Verchinine, le vice-ministre des Affaires étrangères, activement impliqué dans le dossier syrien depuis la seconde moitié des années 2010, les négociations avec les nouvelles autorités syriennes patinent.

Cet enlisement reflète les attermoissements de Damas, où l'on se souvient des nombreuses frappes russes contre les djihadistes du Hayat Tahrir al-Cham (HTC), dont Ahmed al-Charaa, *alias* Abou Mohammed al-Joulani, a été le leader. On ne peut pas exclure non plus que la Turquie, à qui les nouvelles autorités syriennes doivent beaucoup pour leur succès contre Bachar el-Assad, pousse ses affidés syriens à fermer les deux bases. Bruxelles, qui a accepté de renouer avec Damas depuis la chute d'Assad, attend aussi que les **Syriens** rompent avec Moscou. Les choses changent en juillet 2025, sur fond **d'affrontements** sanglants dans la région de Soueïda entre les milices gouvernementales et les Druzes. Le nouveau gouvernement syrien prend alors certainement conscience de la fragilité de sa position internationale, de sa vulnérabilité face à Israël, ainsi que de la fragmentation du pays.

Dès lors, les représentants russes et syriens multiplient les contacts et les rencontres de haut niveau dans une dynamique positive qui semble attester d'une volonté commune de ne pas brûler les ponts. Tandis qu'une délégation syrienne s'est **rendue** le 31 juillet à Moscou avec, à sa tête, le ministre des Affaires étrangères Assaad Hassan al-Chibani – qui a été reçu par Vladimir Poutine –, le vice-Premier ministre et ancien ministre de l'Énergie, Alexandre Novak, s'est **déplacé** en Syrie début septembre,

emmenant avec lui une délégation de haut niveau. Le président de transition Ahmed al-Charaa a visité la [capitale russe](#) le 15 octobre, où il a rencontré le chef du Kremlin.

Les nouvelles autorités syriennes ont certainement rapidement pris conscience de la valeur stratégique de cette présence russe, qui fait office, malgré tout, d'actif, dans la mesure où elle peut constituer un contrepoids non seulement à l'égard du parrain turc, mais aussi à l'égard d'Israël, avec qui les [accrochages](#) avec le pouvoir syrien se succèdent depuis le début de l'année 2025. Les Israéliens, tout comme les Émiriens, pourraient par ailleurs apprécier de voir une empreinte russe minimale perdurer en Syrie, afin de limiter l'expansion de la zone d'influence de la Turquie. De plus, le maintien des bases pourrait se faire en contrepartie du paiement d'un loyer à Damas – ce qui n'était pas le cas auparavant, puisque l'accord russo-syrien prévoit leur exploitation par la Russie à titre gratuit. Des [livraisons](#) de blé, de [pétrole](#) et de médicaments, dont la Syrie a cruellement besoin pour stabiliser la situation intérieure du pays sont d'ailleurs mises dans la balance par les Russes. Enfin, le nouveau gouvernement syrien, en quête de reconnaissance internationale, pourrait consolider son assise internationale en étant reconnu par un des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (P5).

Le détachement naval opérationnel russe se cherche un port

Face à l'incertitude qui plane sur l'avenir de sa base navale syrienne, en attendant une hypothétique actualisation de l'accord de 2017, la Russie a exploré d'autres options en Méditerranée et en mer Rouge. Trois pays ont pu faire figure de point de repli : le Soudan, la Libye et l'Algérie. Tous trois offrent en théorie une option partielle ou complète de redéploiement, mais avec des limites et des spécificités qui leur sont propres.

Ainsi, Khartoum et Moscou ont signé un accord en juillet 2019 en vue de l'établissement d'une base navale russe à Port-Soudan. Si un accord de principe semble avoir été trouvé dès 2017 avec l'ancien président soudanais Omar el-Béchir, l'accord n'est formalisé qu'en 2019. Il prévoit le transfert à la Russie d'une partie de Port-Soudan, sa remise à niveau par les Russes, qui pourront y stationner jusqu'à quatre bâtiments, [y compris](#) à propulsion nucléaire. Le Soudan est d'ailleurs le seul pays parmi les trois mentionnés avec qui la Russie dispose d'un cadre intergouvernemental pour l'établissement d'une base navale. Ce texte n'est toutefois jamais entré en vigueur, car il n'a pas été ratifié et l'éclatement de la guerre civile au Soudan a compromis la poursuite de ce projet. Mettant à profit son déplacement pour participer au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, une délégation soudanaise a remis le [sujet](#) sur la table lors d'échanges avec la partie russe en juin 2024. Toutefois, à ce jour, ces négociations n'ont pas débouché. Aujourd'hui, les contacts se poursuivent dans le cadre de la commission intergouvernementale russo-soudanaise pour la coopération économique et commerciale, où le sujet du développement des infrastructures portuaires au Soudan par des acteurs russes est [évoqué](#). Aux prises avec les Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohammed Hamdan Daglo, *alias* « Hemetti », Khartoum attend certainement des contreparties de la part de la Russie (systèmes d'armes, armements et munitions) pour avancer sur le projet de base. Nonobstant le contexte de guerre civile au Soudan, Moscou serait toutefois, *a priori*, bien en mal de livrer ce matériel en quantité, compte tenu de ses propres besoins sur le champ de bataille en Ukraine.

En Libye, Moscou entretient des relations fécondes avec le clan Haftar, et une partie du dispositif aérien russe présent en Syrie y a été [redéployée](#) après décembre 2024. L'armée russe a commencé à transférer une fraction de ses effectifs et de son matériel vers la Libye dès la fin du mois de décembre 2024. Le maréchal Khalifa Haftar, que Moscou soutient depuis le début des conflits libyens, a permis l'utilisation des ports de Tobrouk, Benghazi et Susah, mais ceux-ci sont avant tout visités par des tankers de la « flotte fantôme » russe. Par ailleurs, quatre bases aériennes (Al-Khadim, située à 100 km de Benghazi, Al-Djoufrah, Brak al-Shati et Maaten al-Sarra) ont été mises à la disposition des Russes. L'implantation d'un point d'appui naval requerrait toutefois des travaux assez importants à Benghazi et, surtout, à Tobrouk. Ce dernier port dispose d'installations de réparation modestes, de peu de postes d'amarrage de taille suffisante et les possibilités d'expansion y sont limitées. En outre, on n'y trouve aucune cale sèche. Aussi, tout investissement de long terme en vue d'y établir une présence permanente poserait probablement des [défis](#) d'ordre technique. Si Benghazi paraît plus accommodant pour des activités navales, il convient d'intégrer le facteur politique. Les États-Unis et l'Italie, également proches de Haftar, auraient ainsi [usé de leur influence](#) pour éviter l'ouverture des ports de Cyrénaïque aux navires de guerre russes.

Reste l'hypothèse algérienne, qui paraît cependant peu probable en raison du complexe de souveraineté algérien. Des bâtiments russes continuent certes d'utiliser le port d'Alger pour des escales et des opérations de logistique élémentaires (ravitaillements en carburant et en eau fraîche, voir *infra*). Cependant, on imagine mal, à ce jour, les autorités algériennes attribuer à la Russie une emprise sur sa flotte, par exemple à El-Marsa el-Kebir. On ne peut en revanche pas exclure qu'une coopération bilatérale limitée à des activités de maintenance s'établisse. Rappelons que la marine algérienne utilise des sous-marins de classe Kilo exportés par la Russie, ceux-là mêmes que la marine russe déploie en Méditerranée (voir *infra*). La construction d'infrastructures pour leur entretien – et celui des sous-marins russes – en Algérie pourrait satisfaire les deux parties et paraît politiquement moins

sensible que l'établissement d'un point d'appui naval russe sur les côtes algériennes.

Enfin, une fois que la guerre se terminera en Ukraine et que la Turquie autorisera de nouveau la navigation militaire dans les Détroits, il convient de ne pas oublier que la marine russe retrouvera sa liberté de circulation entre la Méditerranée et la mer Noire. Les bâtiments russes déployés dans le bassin méditerranéen pourront donc de nouveau compter sur leurs bases pontiques. Bien qu'éloignées du théâtre méditerranéen, ces bases le sont toujours moins que celle de Baltiisk, en mer Baltique, ou, *a fortiori*, celle de la péninsule de Kola, d'où proviennent aujourd'hui les bâtiments qui composent le détachement resserré qu'entretient la Russie en Méditerranée.

La formation d'une empreinte navale résiduelle russe en Méditerranée : structures et enjeux[1]

Dès le printemps 2025, l'activité opérationnelle du détachement naval russe en Méditerranée se trouve diminuée par le départ de la frégate *Amiral Golovko* et de son navire ravitailleur, le tanker *Viazma*, tous deux rattachés à la flotte du Nord. Ces deux bâtiments ont participé, entre le 6 et le 10 avril, à l'exercice naval russo-égyptien « Pont de l'amitié 2025 », qui s'est [déroulé](#) au large de l'Égypte et en Méditerranée orientale. À la suite de ces manœuvres, l'*Amiral Golovko*, qui emporte des missiles de croisière longue portée Kalibr et des missiles hypersoniques Zircon, a donc quitté la Méditerranée, où il se trouvait depuis mi-novembre 2024, pour son tout premier déploiement opérationnel ; le navire avait en effet été admis au service actif fin décembre 2023. Un autre bâtiment, la corvette *Soobrazitelny* (projet 20380), issue de la flotte de la Baltique, a quitté le bassin méditerranéen début juillet après 2 mois de déploiement dans ses eaux.

En septembre, le détachement naval russe se trouve ainsi réduit à quatre unités : la corvette *Boïky* (flotte de la Baltique, projet 20380), qui croise dans les eaux méditerranéennes depuis le mois de mai, ainsi que le sous-marin à propulsion classique (ou sous-marin d'attaque conventionnel, SSK) B-261 *Novorossiïsk* (flotte de la mer Noire, projet 0636.3) et le bâtiment de soutien *Iakov Grebelsky*, tous deux entrés en Méditerranée le 2 juillet. S'y trouve enfin le navire collecteur de renseignements *Viktor Leonov*, qui quitte cependant le bassin méditerranéen le 20 septembre en franchissant le détroit de Gibraltar. Il a notamment pu suivre les échanges de frappes entre Israël et l'Iran cet été, ainsi que l'activité des marines de l'OTAN en Méditerranée orientale. Le B-261 et son remorqueur lui emboîtent le pas quelques jours plus tard, le 26 septembre. On ne peut enfin exclure la présence, dans ce même espace, d'un sous-marin à propulsion nucléaire issu de la flotte du Nord.

Il s'agit là d'un ordre de bataille minimal, le principal point d'appui logistique pour ces bâtiments étant Alger pour des opérations légères. La corvette *Boïky* y a ainsi effectué une relâche opérationnelle le 31 août. Auparavant, à la mi-avril, le sous-marin classique B-265 *Krasnodar* et le remorqueur *Evgueni Tchourov* y avaient fait [escale](#), avant de mettre le cap sur leurs bases respectives en mer Baltique. Le *Krasnodar* patrouillait les eaux méditerranéennes depuis mi-février 2025. Toutefois, si les bâtiments de combat de la marine russe semblent ne plus être en mesure d'utiliser Tartous, les unités de soutien y ont manifestement encore accès. Début août, le *Iakov Grebelsky* a ainsi réalisé une escale de 3 à 5 jours dans le port syrien où il s'est ravitaillé. Cette escale succédait d'ailleurs à la visite du ministre syrien des Affaires étrangères à Moscou.

Depuis l'hiver 2025, on remarque une possible systématisation du déploiement en tandem d'un SSK et d'un remorqueur (le B-265 accompagné du remorqueur *Evgueni Tchourov*, puis le B-261 avec le *Iakov Grebelsky*), principalement en Méditerranée orientale. Le déploiement d'un remorqueur en accompagnement du sous-marin constitue certainement une mesure de précaution face à une possible avarie du SSK, mais ne constitue pas en soi une nouveauté. La marine russe a en effet coutume d'associer depuis des années un remorqueur à une unité de surface légère (petits navires lance-missiles, patrouilleurs) déployée pour des missions au long cours en haute mer. À cet égard, fin septembre, le départ de Méditerranée du B-261 est entouré de rumeurs propagées par un [canal Telegram](#) d'opposition concernant un possible problème survenu à bord. Remarquons que le déploiement du *Novorossiïsk* en Méditerranée aura été d'un peu moins de 3 mois (2 juillet-26 septembre), là où celui du B-265 *Krasnodar* y avait été de 2,5 mois (13 février-28 avril). Autrement dit, la mission du B-261 aura été supérieure en durée à celle du B-265, ce qui ne préjuge en rien de l'état général du SSK – les tâches assignées peuvent en effet varier et user plus ou moins selon la plateforme. Au demeurant, au moment où ces lignes sont écrites, le SSK poursuit sa route vers sa base en mer Baltique sans que rien ne laisse supposer qu'une avarie l'affecte.

Ce rétrécissement de l'empreinte navale russe en Méditerranée est accentué par l'élargissement du spectre des missions attribuées principalement à la flotte de la Baltique. Ses unités se voient, depuis l'hiver 2024-2025, assignées à des missions d'escorte de tankers appartenant à la « [flotte fantôme](#) » russe et de certains navires affrétés par le ministère russe de la Défense. Ces missions d'escorte échoient aux corvettes du projet 20380 ou aux escorteurs du projet 11540. Elles se déroulent sur la route mer Baltique – mer du Nord – La Manche – océan Atlantique – mer Méditerranée, où la Russie redoute que des marines de l'OTAN entreprennent des manœuvres d'intimidation, voire arraisonnent les bateaux transportant des intérêts russes.

Ces craintes ne sont pas totalement infondées, comme l'a illustré [l'arraisonnement](#) par l'Allemagne, au mois de mars, d'un

bâtiment suspecté d'appartenir à la « flotte fantôme » russe, ou celui réalisé par la France, en octobre dernier, du pétrolier *Boracay*, qui a été immobilisé à Saint-Nazaire pendant quelques jours. L'avarie du cargo *Ursa Major*, qui a coulé au large de l'Espagne le 24 décembre 2024 suite à une série d'explosions survenues à bord, avait d'ailleurs été imputée aux compétiteurs stratégiques de la Russie par Oboronlogistika, la société en charge de la logistique du ministère russe de la Défense, qui l'avait affrété. Parti de Saint-Petersbourg avec une cargaison de grues portuaires destinées à l'extension du terminal de Vladivostok, sa destination, l'*Ursa Major* était le navire amiral d'Oboronlogistika. Cet accident survient alors que des explosions mystérieuses touchent des navires peu après leur départ de ports russes.

Leçons retirées et perspectives pour le détachement méditerranéen de la Russie

La fermeture des détroits turcs a privé la marine russe de la possibilité de réaliser des manœuvres inter-théâtres, depuis la mer Caspienne, jusqu'à la Méditerranée orientale, via le canal Volga-Don et le bassin Azov-mer Noire. Ce type de manœuvre, régulièrement mis en œuvre par la flotte russe de la mer Noire et la flottille de la Caspienne jusqu'à février 2022, augmentait l'ubiquité de la marine russe et crédibilisait donc sa posture de dissuasion stratégique non nucléaire liée à l'emport de missiles de croisière longue portée Kalibr par certaines de ses unités. Or, cette ubiquité s'est retrouvée considérablement diminuée depuis le verrouillage des Détroits et la transformation du bassin pontique en zone d'affrontements. Les lignes logistiques jusqu'en Méditerranée orientale se sont considérablement étirées : un bâtiment parti du golfe de Finlande mettra 10 jours pour rejoindre les côtes syriennes à une vitesse moyenne de 17 nœuds, contre 2 jours s'il part de Sébastopol à même vitesse.

L'insuffisance du nombre de plateformes de premier rang ex-soviétiques, et même de frégates (type *Amiral Grigorovitch* du projet 11356, et a *fortiori*, de celles, plus lourdes, du type *Amiral Gorchkov* du projet 22350) a contraint la marine russe à centrer son effort de déploiement en Méditerranée autour d'unités de rangs inférieur (des corvettes), peu adaptées à des déploiements au long cours loin de leurs bases et non équipées de missiles de croisière longue portée. Autrement dit, la posture de dissuasion stratégique non nucléaire que la Russie prétend assumer en Méditerranée s'en est trouvée diminuée dans la mesure où elle repose principalement – voire, selon l'ordre de bataille de la marine russe en Méditerranée, exclusivement – sur la composante sous-marine, avec les SSK de type Kilo qui emportent 6 missiles Kalibr (contre 8 pour les frégates du projet 11356, et jusqu'à 24 pour celles du projet 22350), et un SSGN.

Or, la Méditerranée constitue, dans la stratégie maritime russe, un front secondaire de revers face à l'OTAN, à partir duquel Moscou exerce une menace permanente et diffuse au moyen du déploiement de cette *task force* navale. Le dispositif aéronaval constitué par les bases de Hmeimim et Tartous reposait sur une posture d'entrave avec l'édification d'une « bulle » de déni d'accès et d'interdiction de zone, sur laquelle s'appuyait la marine de guerre russe. Qu'en sera-t-il à l'avenir ? Si la visite d'Ahmed al-Charaa à Moscou le 15 octobre suggère que la Russie conservera Tartous et Hmeimim, on ne sait pas à ce stade sous quelle forme. Autrement dit, Russes et Syriens pourraient très bien s'entendre sur la transformation de ces emprises souveraines en simples *hubs* logistiques, sans déploiement de dispositifs anti-aériens (S-400, S-300, Pantsyr) ni anti-surface (batterie Bastion). Moscou conserverait ainsi l'ossature logistique, mais perdrait la fonction A2/AD que remplissaient ces bases à travers l'articulation de systèmes de missiles et de guerre électronique, ce qui, encore une fois, constitue un moindre mal stratégique pour la Russie. Ce scénario présente un inconvénient majeur : en cas de confrontation directe entre les marines otaniennes et la flotte russe en Méditerranée, celle-ci n'aura plus de parapluie côtier sous lequel se réfugier et sera extrêmement vulnérable.

Nonobstant la formule retenue par Damas et Moscou pour Tartous et Hmeimim, la Russie devrait chercher à compenser l'affaiblissement de sa posture stratégique en déployant des bâtiments de surface à fort tonnage qui procurent une meilleure défense anti-aérienne à sa *task force* navale. On songe ici aux croiseurs lance-missiles *Variag* (flotte du Pacifique) et *Maréchal Oustinov* (flotte du Nord), *sisterships* du *Moskva* coulé en mer Noire, ainsi qu'au croiseur lance-missiles à propulsion nucléaire *Amiral Nakhimov* (flotte du Nord). Ce dernier, après de longues et coûteuses années de modernisation, a commencé ses premiers essais en mer en août dernier. Ces croiseurs sont équipés du système anti-aérien Fort, qui procure une défense anti-aérienne de théâtre. La contrainte logistique à laquelle fait aujourd'hui face la flotte russe en Méditerranée sera par ailleurs considérablement allégée le jour où, la guerre en Ukraine s'arrêtant, les Turcs lèveront les restrictions sur le franchissement des Détroits pour les bâtiments de guerre.

En revanche, si la marine russe retrouve l'accès à ses bases pontiques, elle se sentira dans l'obligation d'y aligner de la puissance de feu face à la *task force* navale que l'OTAN cherchera très probablement à établir en mer Noire après la fin du conflit en Ukraine. Cette nécessité sollicitera une partie des ressources navales russes, qui seront fixées sur une base rotationnelle dans le bassin pontique et qui n'iront pas en Méditerranée. Dans la mesure où le plan de charge des chantiers navals russes concernant les bâtiments de surface ne laisse pas entrevoir autre chose que des programmes de patrouilleurs (projet 22800), de corvettes (projets 20380 et 20385) et de frégates (projet 22350) dont les unités, équipées de missiles de croisière, doivent être ventilées sur les flottes des mers Noire, Baltique et du Nord, ainsi que sur celle de l'océan Pacifique, la marine russe devrait

s'appuyer sur ces plateformes d'ici la fin de la décennie pour son dispositif méditerranéen et pontique.

*

* *

En mer Méditerranée s'offrent à la Russie des options incertaines qui apporteraient des réponses seulement partielles aux contraintes soulevées par les difficultés d'accès à Tartous. Toutefois, les jeux ne sont pas faits pour la base navale russe et on ne peut exclure que Russes et Syriens trouvent un compromis, comme les échanges entre les présidents russe et syrien au Kremlin le 15 octobre le suggèrent. La possibilité d'utiliser Tartous, même de façon réduite par rapport à la période Assad, quitte à abandonner la souveraineté sur l'emprise portuaire, serait certainement un moindre mal pour la Russie. Un accord intergouvernemental du type de ceux signés avec São Tomé et Príncipe en 2024 ou cette année avec le Togo pourrait servir de cadre légal. Ce court texte (14 articles) évoque les axes de coopération comme la formation des forces armées, l'utilisation des moyens de communication, ou encore l'échange d'informations à caractère militaire. Les bâtiments de guerre russes y obtiennent le droit de relâcher dans le port du pays et l'aviation russe d'y réaliser des visites sur les aérodromes.

Au demeurant, le retournement géopolitique intervenu en Syrie fin 2024 expose la fragilité structurelle des positions logistiques et navales de la Russie en Méditerranée. Même si un accord est trouvé avec les nouvelles autorités syriennes, la Russie devrait rester attentive aux autres options qui pourraient s'offrir à elle sur la rive sud (Algérie, Libye) ou en mer Rouge (Soudan), en attendant de retrouver le libre accès à ses bases pontiques. Elle pourrait aussi faire preuve de plus d'agilité dans les formats de coopération navale potentiellement noués avec ces acteurs.

On constate déjà, à ce stade, un réajustement sous la contrainte logistique de la voilure du détachement naval russe en Méditerranée, ce qui atteste d'un affaiblissement. Celui-ci se traduit par une réduction de la présence des grandes unités de surface : si auparavant son navire amiral était généralement une frégate (du type de celles des projets 11356 ou 22350) ou un croiseur issu des flottes du Nord ou du Pacifique, désormais, le détachement naval russe est conduit par une corvette. Par ailleurs, la composante sous-marine constitue, *a priori* – à travers le déploiement d'un SSK et, certainement, d'un sous-marin nucléaire d'attaque (SSN) –, le cœur de cette empreinte navale résiduelle. Les bâtiments de combat de surface sont, quant à eux, sollicités pour escorter les cargos, ce qui exerce une pression logistique supplémentaire et étire le rythme de déploiement des unités. La posture de dissuasion stratégique non nucléaire assumée par le détachement naval russe en Méditerranée s'en trouve ainsi remise en question.

En dépit de ces défis, il est certain qu'à Moscou, où l'on se prépare à une confrontation durable avec les Occidentaux, l'option d'un retrait de Méditerranée n'est pas envisageable. Une présence navale, même *a minima*, reste considérée en Russie comme un contrepoids et un facteur dissuasif indispensables sur le flanc méridional de l'OTAN.

Crédits photo : [eugenesergeev](#)

[1] Pour cette partie, tous les mouvements de navires sont issus de la veille informationnelle de l'auteur et ont été comptabilisés jusqu'au 30 septembre 2025.

● — ●● — — ● ●● — ● — ● ●●

Igor Delanoë

Igor Delanoë (@IgorDelanoë) est docteur en histoire, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe (CCI France-Russie, Moscou) et chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques. Son expertise porte sur la géopolitique de la Russie, sur la présence et les intérêts russes en mer Noire, en Méditerranée et au Moyen-Orient, ainsi que sur les questions de sécurité et de défense russes, en particulier la marine de guerre.

Comment citer cette publication

Igor Delanoë, « Quid de la marine russe en Méditerranée ? », *Le Rubicon*, vol. 5, 12 novembre 2025 [<https://lerubicon.org/quid-de-la-marine-russe-en-mediterranee/>].